Migrants. Réseau éducation sans frontière convie les partis politiques à exprimer les grandes lignes de leur programme en matière d'immigration. Une famille témoigne de son calvaire.

Pour une politique radicalement différente

Belle initiative que celle de Réseau éducation sans frontière (RESF) : mettre au grand jour les programmes portés pour l'élection présidentielle par les principales organisations politiques de gauche. Chacun face à ses responsabilités, en quelque sorte, à l'heure où les relents nauséabonds des discours de l'extrême droite imprègnent les initiatives de la droite « traditionnelle ». *« Nous attendons des candidats à ces élections des engagements clairs »*, déclarait en préambule Florimond Guimard, responsable RESF. Mais sans attendre pour autant le résultat du scrutin pour exiger que soient prises des mesures d'urgence afin que chaque personne sur le territoire français puisse jouir de tous ses droits. Des mêmes droits que les Français « de souche ». Ni plus ni moins.

Cette famille kurde a obtenu le droit d'asile grâce à l'action des militants de RESF.

L'intolérable situation faite aux Roms

C'est donc à l'exposé succinct des programmes des candidats à l'élection présidentielle qu'ont été conviés les représentants locaux d'Europe Ecologie Les Verts, du Parti socialiste, du Front de gauche, de Lutte Ouvrière et du NPA. Tous ont souligné le travail remarquable mené par RESF ces huit dernières années pour redonner un sens à la déclaration universelle des droits de l'homme. De la lutte pour que chaque enfant sur le territoire français puisse suivre une scolarité normale à la libre circulation de chacun, bien au-delà des limites de l'espace Schengen. Un espace qui ne respecte pas ce droit fondamental comme en témoigne la situation faite aux Roms, pourtant eux-mêmes membres de la communauté européenne.

Consensus quasi général

On pouvait se réjouir du consensus quasi général sur toutes ces questions entre les représentants des différents partis. Que ce soit Sébastien Barles pour Europe Ecologie ou Magali Escot et Marie Jo Cermolacce pour le Front de gauche, Nathalie Malhole pour Lutte Ouvrière ou Emmanuel Arvois du NPA, tous ont affirmé que l'immigration est *« la conséquence de la domination des pays les plus riches sur les plus pauvres »*. Et que la présence de travailleurs étrangers, même en situation irrégulière, *« font les choux gras de bien des patrons du secteur du bâtiment »*. Tous se sont prononcés pour la régularisation immédiate de tous les sans papiers présents sur le territoire français, pour la fermeture des centres de rétention et l'arrêt des expulsions. De la part de Patrick Mennucci (PS), des mots très « hollandais » que l'on pourrait résumer ainsi : *« nous ne promettrons que ce que nous pourrons tenir »*. On aurait espéré en la matière, pour être en harmonie avec son partenaire d'Europe Ecologie, une rupture plus radicale avec la politique de la droite.

GÉRARD LANUX

Repères

1 500

personnes ont trouvé la mort en Méditerranée au cours de l'année 2011. Victimes des mafias de passeurs et de la fermeture des frontières à toutes celles et ceux qui n'ont pour la plupart pas d'autre choix que de quitter leur pays d'origine. Au prix de leur vie.

« Les mêmes droits pour tous »

« Il est temps de rompre avec cette idée que l'immigration est un problème. Et de modifier radicalement le regard porté sur les gens qui ont des difficultés administratives ».
Pour Magali Escot et Marie Jo Cermollace (Front de gauche), « il est urgent de régulariser les sans papiers et leurs familles. Permettre de bonnes conditions de travail aux salariés étrangers, c'est aussi améliorer celles de tous leurs camarades français. Le Front de gauche lance un appel pour la 6e République qui rétablira chacun dans ses droits »

La fin du calvaire d'une famille kurde

■ Rustem et sa famille avaient-ils d'autres choix que de fuir la Turquie quand les Kurdes y étaient persécutés ? Des intrusions de la police à leur domicile de plus en plus fréquentes les ont contraints à hâter leur départ vers la France, via l'Italie, laissant sur place le fils aîné d'une fratrie de quatre enfants. « C'est à Marseille que cette famille a choisi de s'établir, raconte Christine Karmann, enseignante et membre de RESF, du fait de la présence d'une importante communauté kurde et pensant qu'il y trouveraient un soutien et une vraie solidarité ». Après quelques problèmes en Italie, voici cette famille dont Rustem, le père, est analphabète, enfin sur le territoire français. Les enfants sont scolarisés grâce à l'aide de Christine, mais pour Rustem, ce n'est pas encore la fin du calvaire. Sommé par la Préfecture des Bouches-du-Rhône de régulariser sa situation, « il est arrêté et mis en garde à vue avant d'être placé au centre de rétention du Canet et finalement expulsé vers l'Italie » dont il finit par revenir sans avoir avancé d'un pouce. « Il ne savait même pas ce qu'il devait faire ni à qui s'adresser, étant incapable de lire les injonctions de la Préfecture. Personne, au sein de cette institution n'a cru bon de lui traduire les documents qui lui ont été remis. Pendant six mois, toute sa famille a vécu cachée, de peur d'être expulsée à son tour. Mais le dépôt d'une plainte contre la Préfecture par RESF et la Cimade pour vice de forme a fini à donner raison à Rustem. Toute la famille bénéficie désormais de son statut de réfugiés politiques.

G.L.